CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT! LEVEE DU BLOCUS DE GAZA! RESPECT DES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN!

il y a urgence :

Ensemble pour une paix juste et durable au Moyen-Orient

Après 75 ans d'occupation et de colonisation par l'Etat israélien, l'horreur de la querre se perpétue en Palestine. Le nombre des victimes militaires, mais surtout civiles, augmente chaque jour. Hommes, femmes et enfants ont été tué.e.s de facon atroce par le Hamas, d'autres sont pris.e.s en otage. En représailles aveugles, Gaza est bombardée jour et nuit . L'usage par Tsahal de munitions au phosphore blanc, les bombardements de l'hôpital Al Arabi et du camp de réfugié.e.s de Jabalia, l'attaque au sol en cours (...) sont soutenus de manière inconditionnelle par les gouvernements occidentaux, dont la France. En effet, l'Etat d'Israël continue de jouer le rôle de gendarme des intérêts économiques des grandes puissances dans la région.

Gaza est en état de siège : plus d'eau potable depuis des semaines, plus d'électricité, plus de nourriture, plus de médicaments. Plus de deux millions de Palestinien.ne.s, hommes, femmes et enfants, sont noyé.e.s sous un tapis de bombes quotidien et doivent fuir ou périr sous les assauts de l'armée israélienne... C'est une population entière qui sera bientôt expulsée de Gaza, c'est une nouvelle Nakba qui se profile! Une fois encore l'expression de l'indignation, de la solidarité et de l'émotion est à géométrie variable en fonction des enjeux politiques, économiques et de la partie du monde concernée.

La Fédération SUD CT condamne avec la plus grande fermeté toutes les attaques perpétrées contre des civil.e.s qui sont autant de crimes de guerre commis. Notre organisation syndicale est attachée à la paix entre les peuples depuis sa création et condamne sans réserve le racisme, l'antisémitisme, le colonialisme, les discriminations et toute forme d'oppression. Pour autant, elle n'en oublie pas qu'un Etat, israélien, opprime un peuple, palestinien.

Le soutien du gouvernement français aux crimes de guerre et au nettoyage ethnique perpétrés par l'Etat d'Israël nous révolte au plus haut point. Ce parti pris pour l'État colonisateur israélien et son gouvernement d'extrême droite en notre nom est inacceptable!

Le non-respect des droits de l'Homme et du Citoyen comme du droit international, l'absence de respect des droits du peuple palestinien, pourtant reconnu partiellement par l'ONU, sont la cause profonde de ce conflit. C'est aussi le terreau de l'embrasement potentiel de la région entière. Tant que l'Etat d'Israël développera son action colonialiste et d'apartheid avec la complicité et le soutien des pays occidentaux, la paix ne sera pas possible. Il n'y aura pas de paix juste et durable sans solution politique.

Les libertés gravement menacées sur tout le territoire français l

Le soutien du gouvernement français aux agissements israéliens est total.

Les interdictions de manifestations voire de simples conférences en soutien au peuple palestinien sont systématiques.

Une « chasse aux sorcières » mêlant « apologie du terrorisme » et « antisémitisme » s'organise, attaquant toute pensée ou propos contraire au discours officiel.

Dans nombre de pays, le droit de manifester en soutien au peuple palestinien ou simplement pour la paix, est préservé. En Angleterre, en Belgique, des travailleuses-eurs s'engagent contre la livraison d'armes de leurs pays à l'Etat israélien.

En France, Darmanin et Macron l'interdisent et organisent répression et intimidations. C'est cela qui renforce l'antisémitisme. Ne pas pouvoir critiquer le sionisme et son caractère meurtrier, c'est ce qui favorise les amalgames et fait le lit de l'antisémitisme.

Ensemble faisons masse et rejoignons toutes les initiatives locales de soutien aux civiles et au peuple palestinien!

Exigeons:

- · Le cessez le feu immédiat!
- · La levée immédiate du blocus de Gaza!
- L'arrêt des bombardements et des opérations terrestres !
- La protection du peuple palestinien à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem Est et en Israël!
- · Le respect des droits du peuple palestinien
- La fin des interdictions de manifester en France









